

Editorial du numéro 25 de La Lettre semestrielle de Jean-Pierre Sueur

J'écris cet éditorial au lendemain des attentats qui ont eu lieu en France, c'est que puisque tous les « mécréants » sont visés, où qu'ils soient, par des barbares qui profèrent des appels au meurtre, le crime peut, hélas, venir de partout.

Le mal est profond et le Premier ministre, Manuel Valls, a eu raison de dire que la lutte contre le terrorisme, contre cette barbarie, prendrait du temps. Ce serait une illusion que de croire que l'on pourra réduire à néant en peu de temps une menace qui reste à un niveau très élevé.

Face à cela, les controverses politiciennes m'apparaissent dérisoires. Il faut faire face. Il faut faire front. C'est la tâche de ce gouvernement, comme ce serait la tâche du tout autre gouvernement républicain dans notre pays.

Le gouvernement a annoncé une série d'actions de vigilance et de surveillance en janvier dernier. Il a ouvert des moyens, créé de nombreux postes et programmé nombre de créations de postes.

Dans le rapport sur la lutte contre les réseaux djihadistes – dont j'ai été le rapporteur au Sénat –, nous avons préconisé 110 mesures concrètes qui sont reprises dans cette « Lettre n° 25 ».

Nombre d'entre elles sont déjà mises en œuvre. Il faut continuer.

Nous préconisons toute une série d'actions concrètes. Cela va de la détection de la radicalisation, de sa prévention, au suivi individualisé des personnes concernées, à l'accroissement des moyens de la police et de la gendarmerie ainsi que des services de renseignements – en particulier sur le terrain – en passant par une extension de la cellule d'écoute et de détection, une plus grande surveillance d'Internet, une lutte contre les moyens de financement du terrorisme, etc.

Je ne peux tout résumer ici. Notre rapport est public, ainsi que celui de l'Assemblée nationale. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne faut en aucun cas baisser les bras. Il faut faire preuve de détermination.

Cette lutte doit être internationale. En tant que président du groupe France-Tunisie au Sénat, je pense en particulier à nos amis tunisiens qui paient très cher le fait d'avoir choisi la démocratie, le respect de toutes les croyances et convictions, l'attachement au droit des femmes.

Les fanatiques ne veulent pas de ces avancées.

Ils tentent de les mettre en cause en compromettant la saison touristique et en privant ainsi ce pays de ressources dont il a besoin.

Nous sommes et restons profondément solidaires de nos amis tunisiens.

A vous qui recevez ce vingt-cinquième compte rendu de mandat, je souhaite de vivre cette période estivale dans la sérénité et je vous assure de mes sentiments dévoués.

Jean-Pierre Sueur